

L'écologie, l'apparence trompeuse d'un consensus

Thierry Pouch¹

Le diktat de l'écologie est traversé par de profondes divergences.

En matière de crise écologique, d'aspiration au développement soutenable, l'histoire retiendra sans doute un point de repère : le propos du président Jacques Chirac lors du Sommet de la terre à Johannesburg le 2 septembre 2002. Il indiquait que l'humanité et la terre courraient de grands dangers, étant entendu que nous en étions responsables. Si la prise de conscience que l'environnement se dégrade et que la planète est menacée par les activités industrielles remonte à la fin du XIX^e siècle, le message adressé au monde par Jacques Chirac constitue un tournant. Pour autant, ce qui distingue cette prise de conscience de la crise écologique est lié à la profonde divergence qui anime les observateurs, les experts, les politiques et les citoyens.

Alors que l'humanité devrait au contraire surpasser ses divisions, se réunir autour d'un intérêt commun, la multitude des angles d'attaque pour établir un diagnostic et définir des leviers pour cheminer vers un développement durable illustre en réalité un débat conflictuel, faisant de la nature un véritable « champ de bataille ». La conséquence est que le projet de société qui se prépare apparaît surtout entravé par cette multitude de points de vue divergents. L'idée que la « nature serait un champ de bataille » ne serait-elle pas sous-tendue par des intérêts en tout genre, puissamment défendus ou mis en avant par certains acteurs ?² Le regard sur la crise écologique et sur les injonctions à changer radicalement les modes de production et de consommation, suggèrent de retenir qu'un consensus social s'est formé autour de cette question. Depuis les années 1970,

¹ Économiste. Responsable du Service études, références et prospective aux Chambres d'agriculture France. Chercheur associé au Laboratoire Regards de l'Université de Reims Champagne Ardenne. Membre de l'Académie d'agriculture de France.

² Nous re prenons ici à notre compte le titre d'un ouvrage de Raznig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, éditions Zones, 2014.

on assiste à un épuisement du clivage politique gauche-droite, au profit d'une cause perçue comme susceptible de réunir les Hommes autour de la préservation de la planète. Parmi de nombreux exemples illustrant cette nouvelle tendance, retenons celui du *Pacte écologique*, lancé par Nicolas Hulot et signé par plusieurs candidats à l'élection présidentielle de 2007. La dégradation du climat constitue ainsi une force d'appel traduisant la fragilité de l'humanité, dégageant les signes annonciateurs d'un véritable humanisme par le truchement d'actions communes, dans la mesure où nul individu ne saurait échapper aux conséquences préoccupantes d'une nature et d'un climat déréglés. C'est pourquoi de nombreux discours, études, projets, tentent d'opérer un rassemblement des Hommes et des sociétés autour d'ambitions communes. Résoudre la crise écologique relèverait du bon sens et conduirait à inventer un nouveau lien ou contrat social, fondement d'une recherche du bien souverain ou, pour le dire à la manière d'Aristote, « d'une vie heureuse ».

L'ÉCONOMIE DÉPEND CRUCIALEMENT DE LA BIOSPÈRE

Cela explique le foisonnement des projets politiques qui tentent de montrer que la résolution de la crise écologique ne passera pas uniquement par des mesures d'envergure générale, mais aussi par des mutations des gestes quotidiens de chacun, à l'échelle locale. C'est précisément le sens du message d'Elinor Ostrom, *Prix Banque de Suède pour la Science économique* 2009, que de proposer une diversité de solutions institutionnelles au problème de la finitude des ressources³. Selon elle, un bien commun est une ressource spécifique pouvant être partagée et bénéficier à tous. Par conséquent, on exhorte à repenser les formes et les finalités que les systèmes productifs avaient prises jusque-là, dans la perspective à la fois de répondre aux besoins du présent et de garantir aux générations futures des conditions de vie adaptées à leurs besoins. Et cela sans compromettre l'avenir ou plutôt la survie du monde d'après la déclaration de Rio de Janeiro sur l'environnement de 1992. De nombreux auteurs ont pu montrer, et particulièrement dans le champ de la science économique, que l'activité des hommes ne saurait dissocier la production et la consommation du fonctionnement biophysique de la planète. Et de rappeler que cette étroite imbrication fait que l'économie dépend crucialement de la

GARANTIR AUX
GÉNÉRATIONS FUTURES
DES CONDITIONS DE VIE
ADAPTÉES À LEURS
BESOINS

³ Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, éditions de Boeck pour la traduction française, 2010.

biosphère. Un consensus semble ainsi se dégager autour d'une écologie systémique, caractérisée par une résonance entre les sciences sociales et les sciences de la nature⁴. De conférences mondiales sur le climat (COP) en messages télévisuels ou radio-phoniques, d'actions plus ou moins agressives menées par la sphère associative et en expertises se voulant les plus rigoureuses possibles, l'heure est à la recherche d'un consensus autour de la question climatique et écologique. Le citoyen est appelé à se rallier à cette perspective d'un nouveau monde, tournant le dos au paradigme productif d'hier, voire, plus radicalement, à la croissance économique, puisqu'il y va de sa survie et de celle de sa descendance. Une nouvelle philosophie de l'histoire est en cours de formation sous-tendue par l'idée de sauver la planète. Dans le droit fil de cette ambition que beaucoup qualifie non seulement d'impérative mais aussi de généreuse, des ONG en sont même parvenues à faire condamner des États, au motif que les politiques menées n'étaient pas à la hauteur des enjeux environnementaux, et que le droit à la vie était manifestement bafoué.

L'ÉCOLOGIE NOURRIT LES CONFLITS

Le passage d'une cause militante faisant de l'émancipation de l'homme vis-à-vis de cette « cage d'acier » qu'est le capitalisme, selon une expression de Max Weber, à une autre, largement ancrée depuis plusieurs décennies sur l'écologie, n'a pas dissous les divergences qui structurent les discours sur l'impératif de préserver la nature. Militer pour la planète plonge l'observateur dans un entrelacs d'interprétations, de symboles, d'actions, d'intérêts fortement différenciés, pour ne pas dire en opposition totale. Les contradictions inhérentes aux messages et aux propositions d'actions sont puissantes et rendent impossible, sans doute illusoire, toute ambition de faire converger les points de vue vers une cause commune.

L'écologie est un concept apparemment bien délimité, mais son contenu diffère selon les positions que chacun occupe dans l'espace public et des interprétations qu'on veut bien lui prêter. Faut-il le rattacher à une vision normative de l'agir politique, ce qui, en ce cas, risquerait pour tous les individus de se transformer en injonction à faire ou ne pas faire tel ou tel geste ? Si l'écologie est

⁴ Consulter sur ce point G. Froger, Iratxe Calvo-Mendieta, Olivier Petit et Franck-Dominique Vivien, « Qu'est-ce que l'économie écologique ? », *L'économie politique*, numéro 69, janvier-mars, p. 8-23, 2016. Un retour sur les travaux de René Passet s'avérera utile, René Passet, *L'économique et le vivant*, éditions Payot, 1979.

davantage une norme qu'une valeur, elle se déclinera différemment selon que l'on est écologue pur, économiste, sociologue, biologiste, voire juriste. L'écologie, dans son extrême diversité, nourrit ainsi les conflits de doctrines et de politiques à mener pour qu'elle constitue un fil conducteur de l'organisation à venir de la société. Afin de l'illustrer, on prendra deux exemples. Le premier prend ses racines dans l'approche attribuée à l'activité économique. Le dialogue consensuel entre un écologiste et un économiste apparaît des plus improbables, tant sur le diagnostic que sur les moyens dont il faudrait se doter pour sortir de la crise écologique. Pour le premier, dans sa version radicale, la priorité est accordée à la décroissance.

LE CAPITALISME EST CAPABLE DE DÉVELOPPER SON PROPRE SYSTÈME IMMUNITAIRE

Il se méfie du politique qui, selon lui, ne fait qu'étaler une couche de peinture sur des enjeux planétaires engageant pourtant l'avenir de l'humanité. L'issue réside dans une émancipation vis-à-vis de l'économie et de la production. Pour les économistes, du moins certains d'entre eux, qui sont au moins en mesure de rejoindre le constat général d'une crise environnementale grave dressé par les écologistes, le déploiement d'une économie bas carbone est appréhendé comme un futur régime de croissance, porteur de justice sociale, de plein-emploi et de circularité des actes productifs. Cette croissance inclusive et soutenable constituerait par ailleurs un levier pour s'affranchir d'un capitalisme financiarisé perçu comme destructeur du lien social et de l'environnement. Le temps court du capital financier doit laisser la place au temps long de l'environnement⁵.

Le second exemple a trait justement au capitalisme lui-même. Si celui-ci est la plupart du temps tenu pour responsable de la dégradation du climat et des périls qu'encourt désormais la population mondiale, il n'est en revanche pas perçu, ou fort rarement, comme capable de développer son propre système immunitaire. Le système économique voit en effet dans la préservation de la nature une opportunité pour restaurer des profits mis à mal par la crise économique et financière de 2007-2008. La mutation attendue, voire exigée, des modes de production, que ce soit en agriculture – la fameuse transition agroécologique – ou dans l'industrie, est porteuse, d'une part de nouvelles perspectives d'investissements et donc de rentabilité

UNE ÉCONOMIE BAS
CARBONE EST
APPRÉHENDÉE
COMME UN FUTUR
RÉGIME DE
CROISSANCE

⁵ Michel Aglietta (dir.), *Capitalisme. Le temps des ruptures*, éditions Odile Jacob, coll. « économie », 2019.

des capitaux, et d'autre part d'un déploiement des dispositifs d'assurance et de couverture des risques environnementaux, nourrissant les ambitions des acteurs financiers pour s'approprier une nature qu'eux seuls sont en mesure de préserver au travers de l'assurance. L'affirmation de la financiarisation des économies peut alors être vue comme une réponse à la crise environnementale et non comme sa source⁶.

UNE ÉCOLOGIE NAISSANTE QUI RESTE ENGLUÉE DANS DE TROP NOMBREUSES INCERTITUDES

Le dialogue consensuel sur la crise écologique sera d'autant moins consensuel que le capitalisme, pour peu qu'il se sente menacé dans son existence par des mesures écologiques trop contraignantes annonciatrices d'un modèle sociétal alternatif, reste doté d'une capacité de résistance voire de blocage envers tout projet politique de cette nature. C'est pourquoi l'écologie est de plus en plus qualifiée de « champ de bataille », que l'on soit militant ou acteur économique et financier. Ce point n'aura pas échappé à certains économistes, qui voient dans la crise actuelle une franche opposition entre des lobbies financiers bien structurés et une dynamique écologique naissante qui reste encore engluée dans de trop nombreuses incertitudes et contradictions⁷. Derrière la façade de la convergence, se dissimulent en réalité des rapports de force, des conflits d'interprétation, des divergences d'intérêts, empêchant tout avenir écologique de se dessiner et de prendre consistance. Au-delà, dans cette ambition d'instaurer dans le monde la cause écologique et les comportements qui sont en correspondance, on voit mal quel est réellement l'horizon humain qu'il nous est proposé d'adopter et que l'on nous prépare. Comment dès lors définir rigoureusement le projet écologique ? Quels sont les jeux d'alliance politique qui sont en mesure de le définir et de l'appliquer ? Comment faire partager cet objectif d'une société écologique dans un contexte de défaillance de la gouvernance mondiale ? Comment s'affranchir du développement et de la croissance qui, jusqu'à présent, ont permis d'améliorer les conditions d'existence d'une grande partie de l'humanité ? Répondre à ces questionnements suggère de repenser les fondements et les principes de la philosophie politique. ■

REPENSER LES
FONDEMENTS ET LES
PRINCIPES DE LA
PHILOSOPHIE
POLITIQUE

⁶ Cf. Razmig. Keucheyan, *op.cit.*

⁷ Cf. E. Espagne, « Dynamique du capitalocène », in Michel Aglietta (dir.) *op. cit.*, p. 411-461. Lire également Franck Burbage, *Philosophie du développement durable*, Presses universitaires de France, coll. « Philosophie », 2013.